

## L'IMPÔT SUR LE REVENU

## PRÉTENDUE DÉCLARATION DU MINISTRE DU REVENU NATIONAL

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. M. Benidickson (Kenora-Rainy-River):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant qui est, je le présume, le ministre des Finances (M. Fleming). Je me demande si le ministre des Finances est au courant d'une déclaration qu'aurait faite son collègue, le ministre du Revenu national, qui fait partie comme lui, par tradition, des comités chargés d'établir le budget, et s'il souscrit aux paroles qu'aurait prononcées le ministre du Revenu national à London l'autre jour. Il aurait dit qu'on peut s'attendre vraisemblablement à des hausses plutôt qu'à des réductions de l'impôt sur le revenu dans le prochain budget et que celui-ci accusera sans doute un déficit.

**M. l'Orateur:** A l'ordre! L'honorable député ne peut guère espérer savoir ce que renfermera le prochain budget en posant une question à l'appel de l'ordre du jour; il me semble pourtant que c'est là l'objet de sa question.

**L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, la question de l'honorable député est certes admissible, étant donné la déclaration qu'aurait faite le ministre du Revenu national sur ce sujet.

**M. Hazen Argue (Assiniboia):** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. D'après un usage bien établi, aucun article du budget ne peut être divulgué avant l'exposé budgétaire. Le ministre du Revenu national a fait, en l'occurrence, une déclaration très précise sur le contenu du prochain budget.

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Le rappel au Règlement de l'honorable député n'est pas fondé. Si l'honorable député veut savoir si la déclaration du ministre du Revenu national était un énoncé de la politique gouvernementale, je pense que cela peut se demander.

**L'hon. George C. Nowlan (ministre du Revenu national):** Monsieur l'Orateur, mieux vaudrait peut-être que je réponde à cette question, vu que c'est de moi qu'il s'agit. Tout d'abord, il ne saurait être question de fuites à propos du budget, car à cause de l'opposition, nous n'avons pas encore adopté le budget présenté en décembre. Il serait donc assez difficile de s'occuper des budgets à venir.

Ce que j'ai dit,—j'ai le texte en main, et il s'agit d'un discours préparé d'avance,—c'est ceci:

Je crois qu'étant donné l'inquiétude et l'incertitude qui règnent présentement sur le plan international, on ne devrait pas s'attendre que le gouvernement augmente sensiblement ses dépenses pour le moment.

[L'hon. M. Martin.]

Je ne crois pas que ce soit là une déclaration de politique budgétaire. Je répète ce que j'ai dit:

Je crois qu'étant donné l'inquiétude et l'incertitude qui règnent présentement sur le plan international, on ne devrait pas s'attendre que le gouvernement augmente sensiblement ses dépenses...

Je ne parlais pas de l'impôt sur le revenu... pour le moment.

A mon arrivée, il est vrai, quelqu'un m'a demandé à brûle-pourpoint mon opinion sur la possibilité d'une augmentation des impôts. J'ai déclaré que vu l'inquiétude qui règne présentement, la crise du Congo et toutes les situations incertaines auxquelles le gouvernement doit faire face, on pouvait s'attendre à des augmentations autant qu'à des réductions. Si c'est là une déclaration de politique administrative, ce qui n'est évidemment pas le cas, le ciel préserve le gouvernement qui formule une telle déclaration de principe.

**L'hon. M. Pickersgill:** Ce sont tout simplement des propos peu réfléchis.

## NATIONS UNIES

## LE CONGO—À PROPOS DE L'APPUI DES PROPOSITIONS DU GHANA

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Hazen Argue (Assiniboia):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Le représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Congo a déclaré qu'au moins sept prisonniers politiques avaient été déportés dans l'État minier et sécessionniste de M. Kalonji et que, selon les rumeurs qui courent, trois auraient été tués. Devant cet autre indice d'un échec de la mission de paix du commandement des Nations Unies dans le Congo en pleine agitation, le gouvernement songe-t-il à appuyer le plan soumis par M. Nkrumah, président du Ghana, pays avec qui nous avons des liens fraternels au sein du Commonwealth, et selon lequel un nouveau contingent des Nations Unies composé entièrement d'Africains prendrait le commandement au Congo, désarmerait les troupes congolaises, libérerait les prisonniers politiques et convoquerait le Parlement?

**L'hon. E. D. Fulton (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures):** Je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question, mais il comprendra sûrement que, dans les circonstances, sans qu'il soit le moindre question cependant de considérer le préambule à sa question comme une déclaration de fait, qu'il n'y a qu'à attendre le retour du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour lui soumettre le problème et avoir sa déclaration ou sa réponse.